

# **Présentation à l'intention des membres de la Commission sur les finances et l'administration**

## **Budget 2021**

**Me Patrice F. Guay**  
Directeur de service et avocat en chef de la Ville  
Service des affaires juridiques  
Date : 18 novembre 2020

## Liste des acronymes

- SAJ : Service des affaires juridiques
- DAC : Direction des affaires civiles
- DPPC : Direction des poursuites pénales et criminelles
- DPS : Direction des projets spéciaux, soutien général et services à la clientèle

## Mission

Le Service des affaires juridiques a principalement trois grandes missions :

- Pourvoir aux besoins d'accompagnement et de représentation juridique des diverses autorités administratives de la Ville (services centraux et arrondissements), y compris la gestion des réclamations;
- Assurer la représentation de la poursuite de la Ville de Montréal, des 15 autres municipalités de l'agglomération de Montréal, de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de la Société de transport de Montréal (STM), de Sa Majesté la Reine dans les dossiers traités par la cour municipale en matières pénale et criminelle relevant de sa compétence et du Bureau du taxi de Montréal (BTM);
- Assurer les services d'une cour municipale accessible, moderne et efficace ayant pour objectif d'offrir une justice de proximité à l'ensemble des justiciables de l'agglomération de Montréal.

### Champs d'action :

- Assistance-conseil juridique de la Ville;
- Rédaction de règlements municipaux et de contrats;
- Représentation devant les tribunaux de droit commun et divers tribunaux administratifs;
- Procureur de la poursuite en matières pénale et criminelle;
- Administration des programmes sociaux;
- Gestion de la cour municipale.

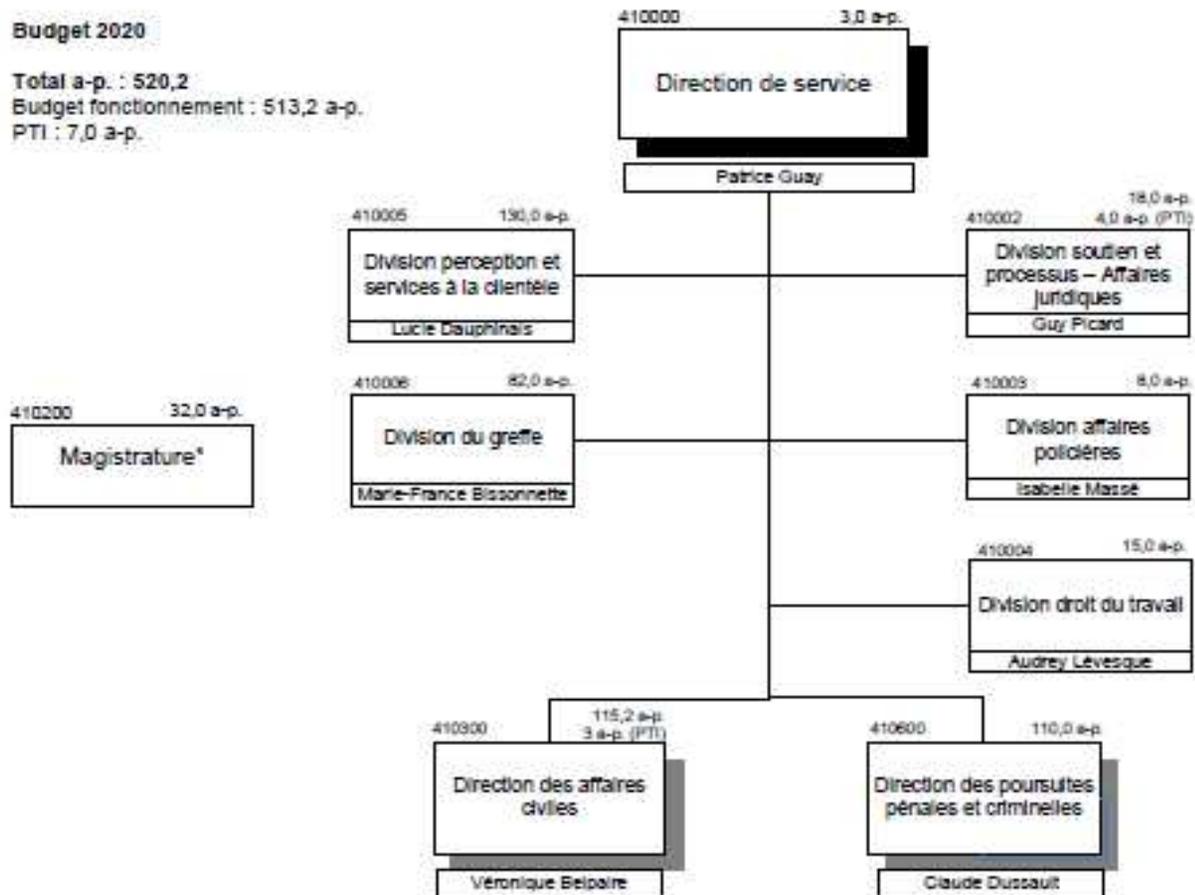
## Plan de la présentation

- Organigramme 2020 (page 5)
- **Faits saillants 2020 et impacts** (page 6)
- Objectifs et réalisations 2020 (pages 7 à 9)
- **Indicateurs REMC** (pages 10 et 11 )
- **Indicateurs du Service des affaires juridiques** (pages 12 à 16)
- Bilan en matière de santé et sécurité au travail (pages 17 à 19)
- **Évolution budgétaire 2020 – Revenus et dépenses** (pages 20 et 21)
- Budget 2021 (pages 22 à 30 )
  - **Organigramme 2021 SAJ** (page 23)
  - **Organigramme 2021 DPS** (page 24)
  - **Objectifs 2021** (page 25 )
  - **Principaux écarts 2021 vs 2020 – Revenus et dépenses** (pages 26 et 27)
  - Revenus et dépenses par objets (page 28)
  - Dépenses par catégories d'emplois (page 29)
  - **Variations de l'effectif par catégories d'emplois** (page 30)
- Période de questions (page 31)

## Organigramme 2020

### Budget 2020

Total a-p. : 520,2  
 Budget fonctionnement : 513,2 a-p.  
 PTI : 7,0 a-p.



## Faits saillants 2020 et impacts

La qualité du service et la loyauté sont au cœur des préoccupations du SAJ, qui est un acteur de premier plan dans de multiples aspects de la gestion de la crise sanitaire causée par la pandémie de COVID-19 :

- Les équipes de la DAC, de la Division du droit du travail et de la Division des affaires policières ont fourni un nombre incalculable d'avis juridiques et représenté la Ville devant toutes les juridictions civiles du Québec et de nombreuses instances administratives;
- Les équipes de la cour municipale (DPPC, Division du greffe, Division de la perception et des services à la clientèle et Division soutien et processus) ont assuré le maintien des activités de la plus grande cour pénale de première instance (en volume) au Canada;
- Tout le personnel de la direction du SAJ a poursuivi la consolidation et la modernisation des activités.

## Objectifs et réalisations 2020

### Objectif 1 : Accompagnement juridique de premier niveau.

#### Exemples de réalisations liées :

- Vigie juridique constante en lien avec la pandémie et accompagnement juridique hautement spécialisé des diverses unités d'affaires et arrondissements;
- Préparation, mise en ligne et tenue à jour d'un document « *Questions-réponses Covid-19* » par la DAC;
- Représentations actives dans de nombreux litiges en droit civil, administratif, pénal et criminel devant une multitude d'instances juridictionnelles.

## Objectifs et réalisations 2020

**Objectif 2 : La mobilisation, le développement et le maintien de l'expertise du personnel du SAJ seront au cœur de nos priorités.**

### **Exemples de réalisations liées :**

- Nombreuses consultations et communications avec l'ensemble du personnel du SAJ;
- Consultation et accompagnement ciblés à l'attention des gestionnaires sur les orientations aux fins de l'organisation du travail dans le contexte de la pandémie;
- Présence soutenue de la direction du SAJ dans les travaux d'aménagement liés au maintien des opérations sur place (services à la clientèle, perception, greffe de la cour municipale, salles d'audience).

## Objectifs et réalisations 2020

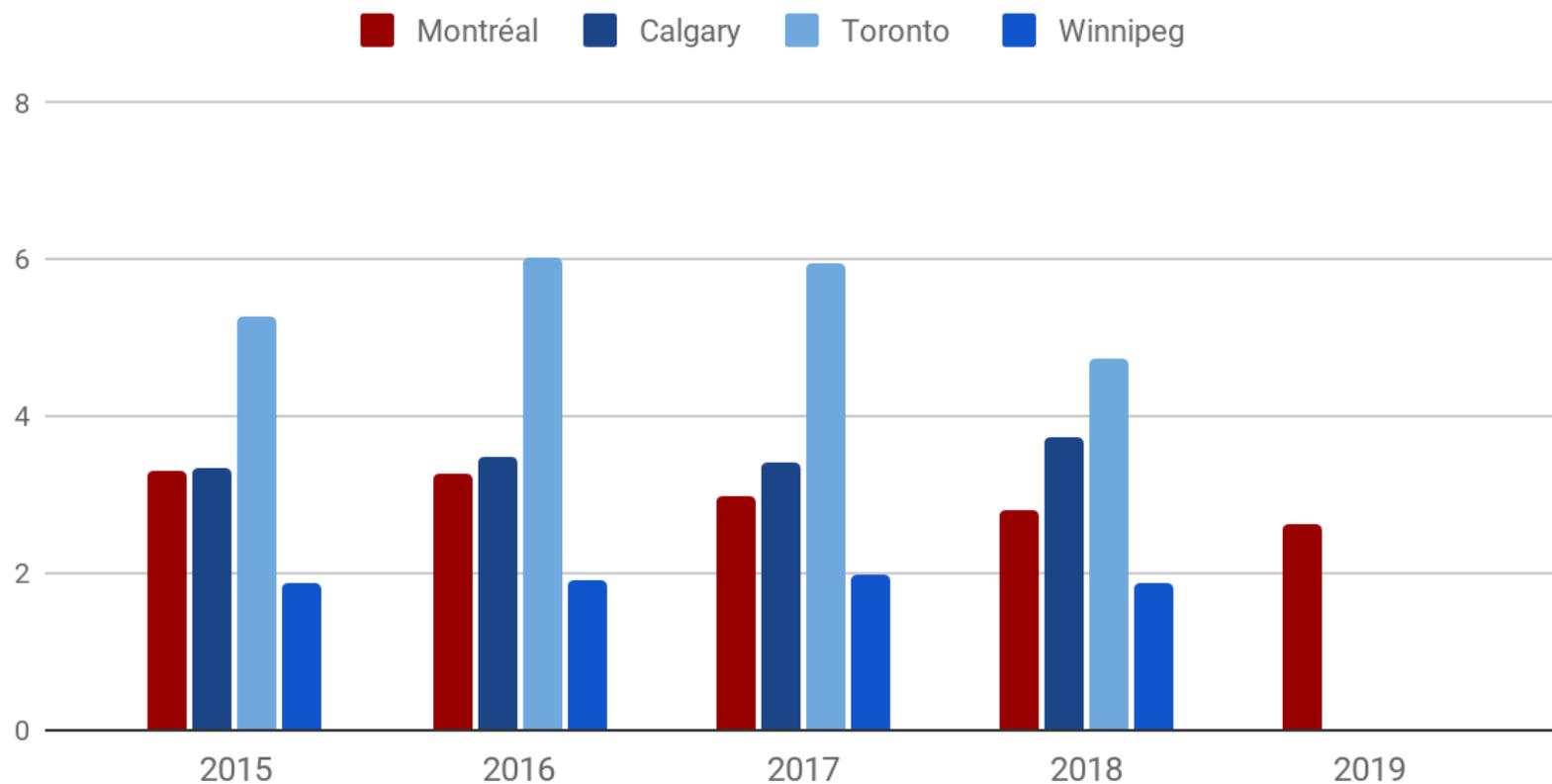
**Objectif 3 : Implantation de nouveaux outils informatiques voués à améliorer nos opérations, tant à la cour municipale, que dans les équipes de juristes.**

### Exemples de réalisations liées :

- Développement et implantation d'un calendrier des disponibilités en temps réel en salles d'audience pour une gestion plus efficiente des rôles pénaux;
- Déploiement des équipements requis afin de convertir quatre salles de conférence en autant de salles d'audience virtuelle;
- Mise en ligne de nouveaux formulaires pour des ententes de paiement (services à la clientèle, perception);
- Préparation, mise en ligne et tenue à jour d'un document « *Questions-réponses sur les mesures prises à la cour municipale – Coronavirus (COVID-19)* »;
- Continuation des travaux liés à l'appel d'offres pour l'acquisition et l'implantation d'une cour numérique moderne et unique au Québec.

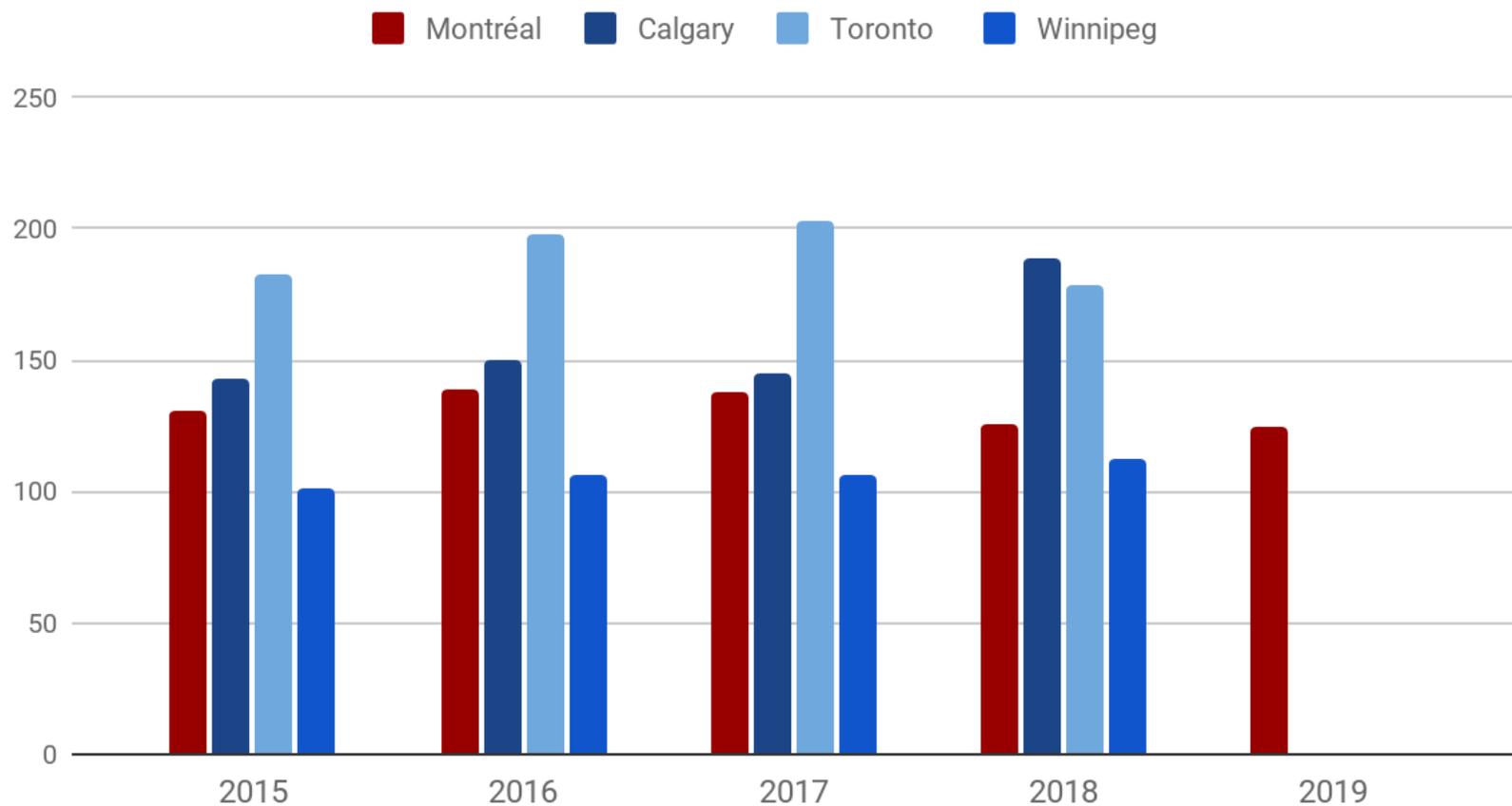
## Indicateurs REMC

Coût des frais juridiques internes pour 1 000 \$ de dépenses municipales



## Indicateurs REMC

Coût des heures de travail pour les avocats salariés

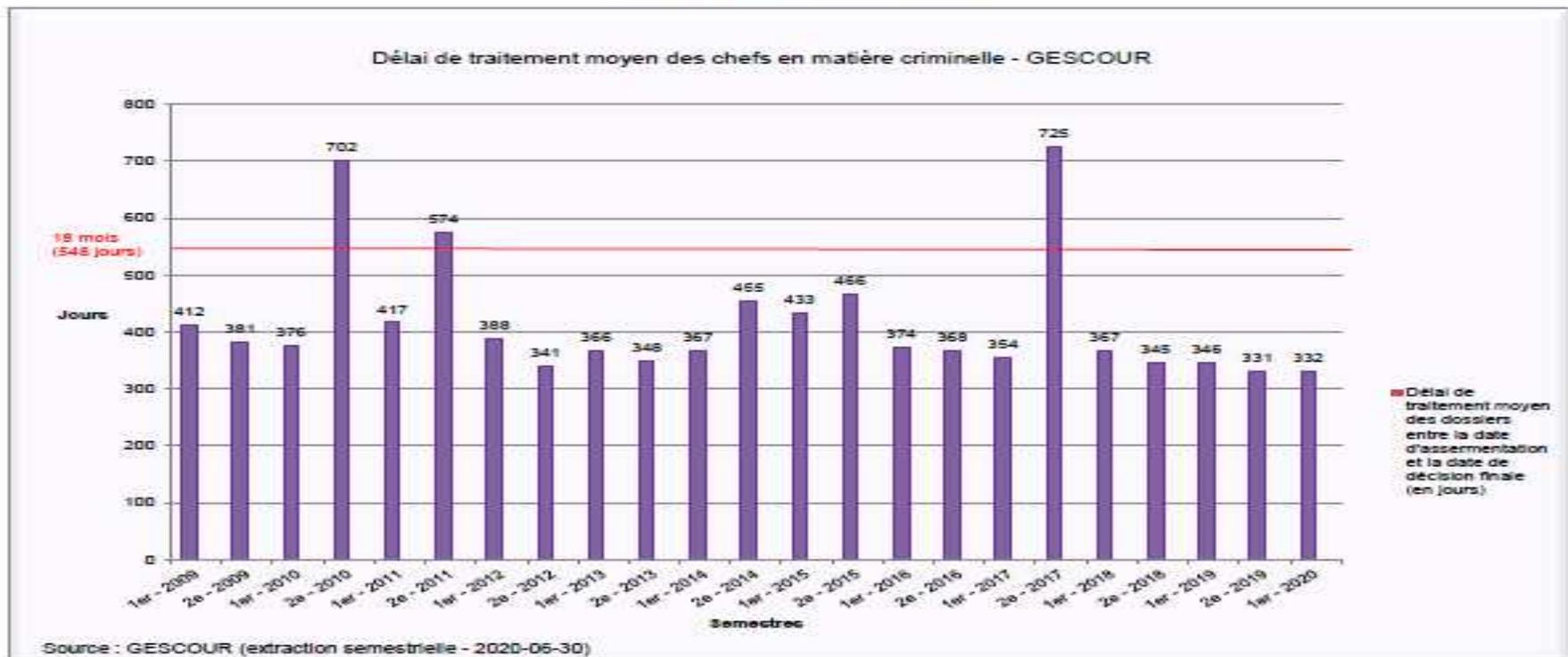


## Indicateurs du SAJ | Liste des indicateurs suivis régulièrement

- ▶ Ensemble des statistiques liées aux activités de la cour municipale de Montréal, notamment :
  - Délais d'audition des dossiers en matières criminelle et pénale;
  - Nombre de dossiers pénaux par défaut en attente de jugement;
  - Diverses statistiques d'utilisation des ressources de la cour;
  - Données financières liées aux activités de recouvrement (percepteur des amendes).
  
- ▶ Ensemble des statistiques liées aux mandats confiés aux juristes et analystes, notamment :
  - Nombre de dossiers, cycles de vie des dossiers et délais de fermeture;
  - Nombre de réclamations (Bureau des réclamations);
  - Évolutions des coûts des mandats externes.

## Indicateurs du SAJ - Suite

Délai de traitement en matière criminelle - avec décision finale  
1 janvier 2009 au 30 juin 2020



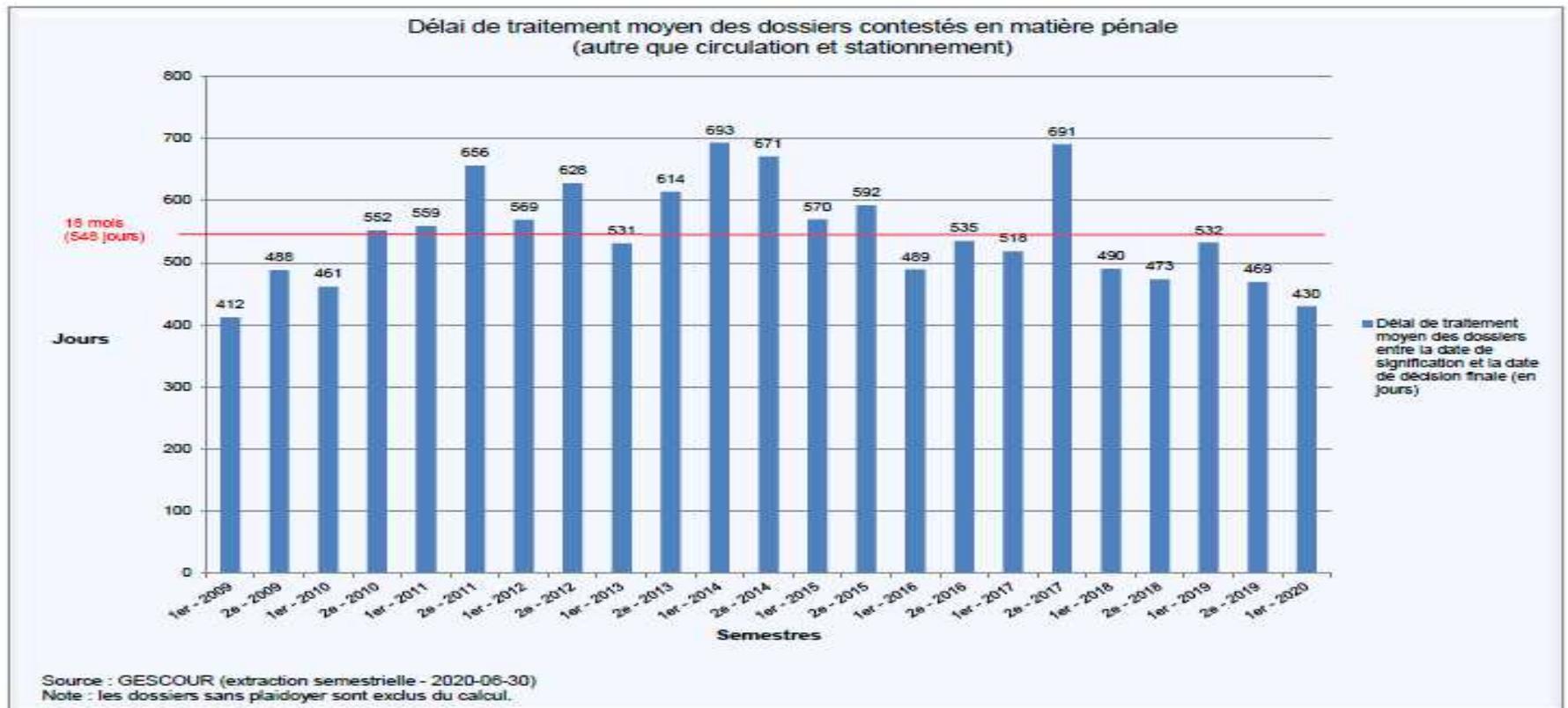
Au 1<sup>er</sup> semestre 2020 (COVID-19 - activités réduites à compter de mars) :

○ **Augmentation de 1 jour** du délai de traitement moyen des chefs d'infraction (332 jours).

4987 chefs d'infraction ont eu une décision finale comparativement à 11 796

## Indicateurs du SAJ - Suite

Délai de traitement en matière pénale (autre que circulation et stationnement) - avec décision finale  
1 janvier 2009 au 30 juin 2020



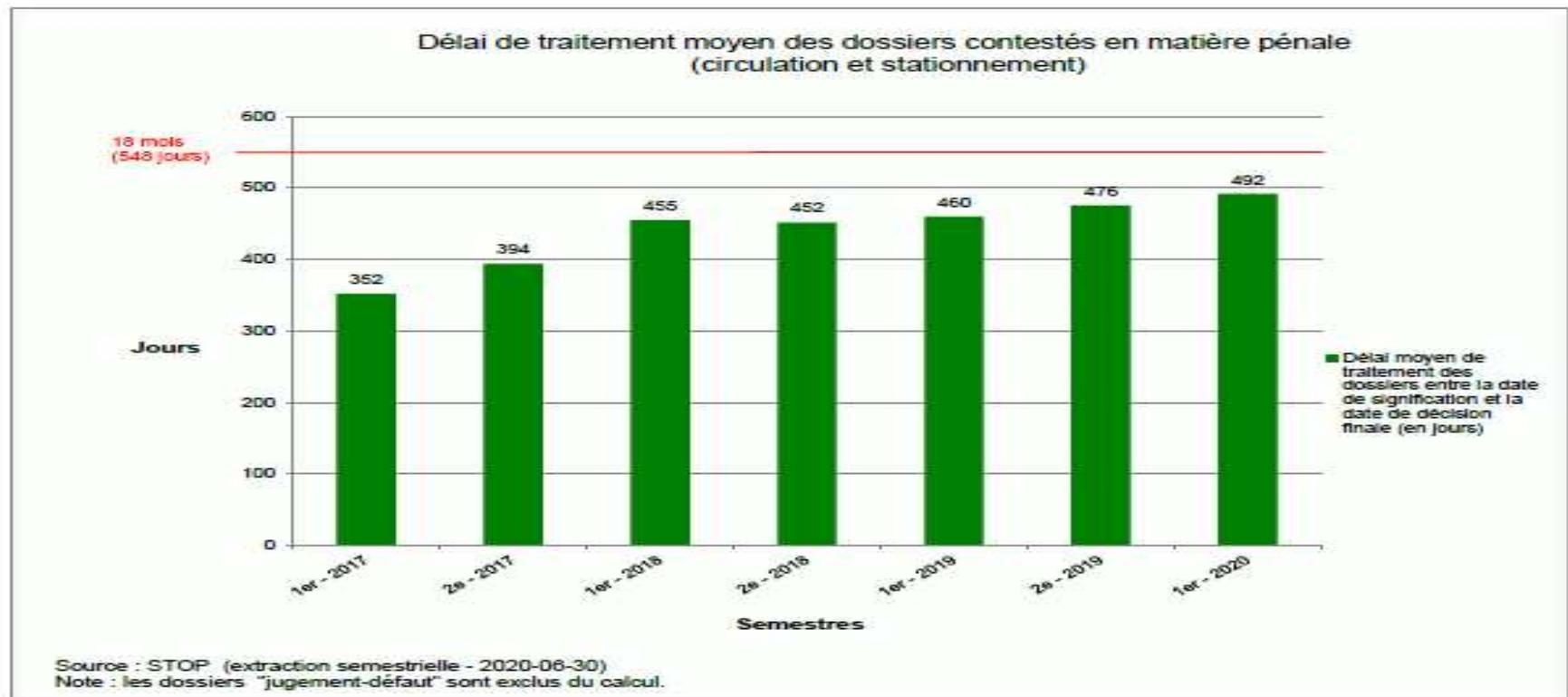
Au 2e semestre 2020 (COVID-19 - activités réduites à compter de mars) :

🟡 Diminution de 39 jours du délai de traitement moyen des dossiers (430 jours).

2044 dossiers ont eu une décision finale comparativement à 3738 au 1er semestre.

## Indicateurs du SAJ - Suite

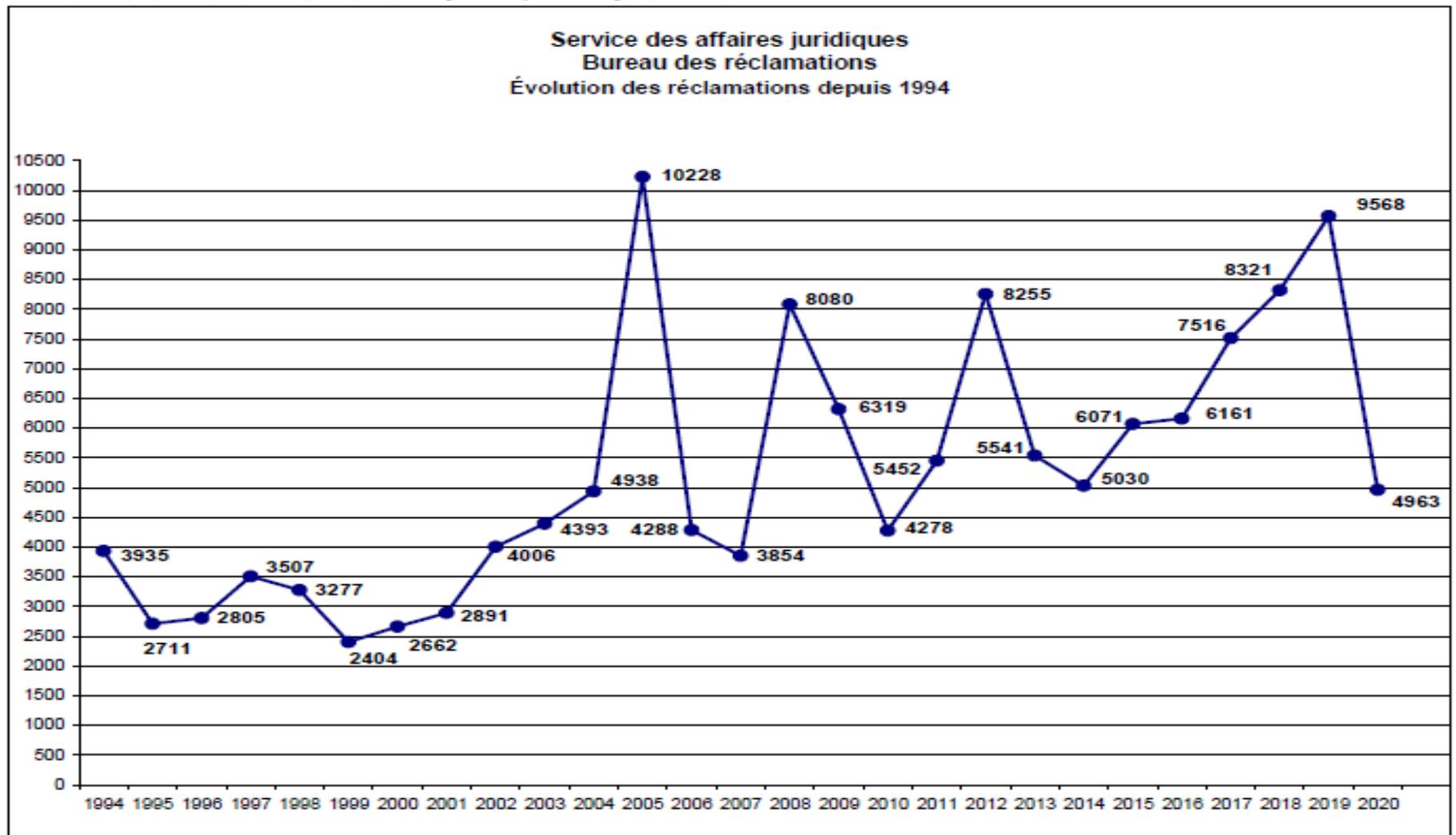
Délai de traitement en matière pénale (circulation et stationnement) - avec décision finale  
du 1 janvier 2017 au 30 juin 2020



Au 1er semestre 2020 (COVID-19 - activités réduites à compter de mars) :

- 📈 **Augmentation de 16 jours** du délai de traitement moyen des dossiers (492 jours).  
17 841 dossiers ont eu une décision finale comparativement à 41 109 au même semestre en 2019.

## Indicateurs du SAJ - Suite



## Bilan en matière de santé et sécurité au travail

### ▪ Bilan :

- Deux accidents de travail avec perte de temps.

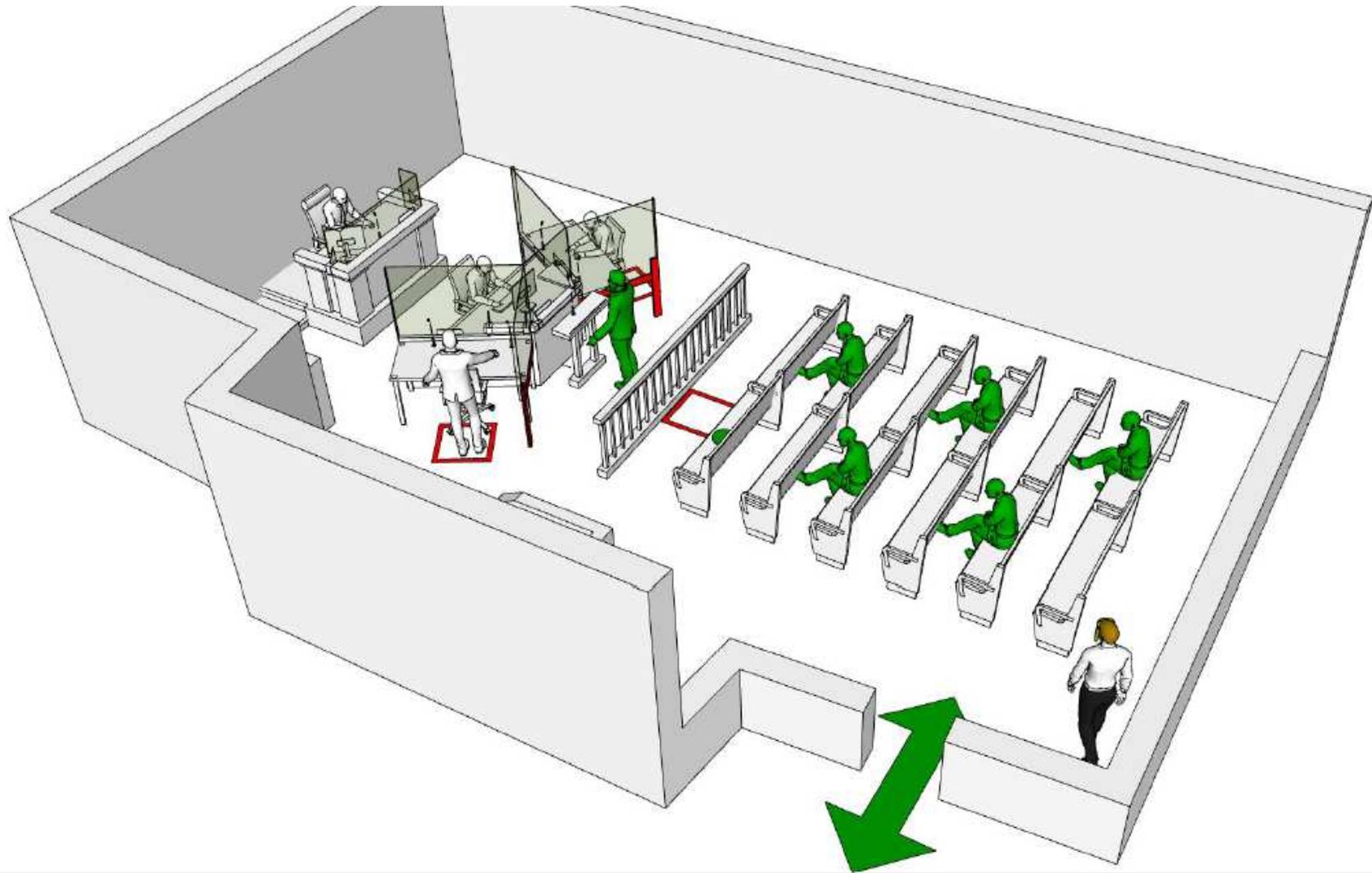
### ▪ Activités de prévention :

- Tenue de comités locaux SST;
- Inspections des lieux de travail effectuées en lien avec la COVID-19;
- Évaluation des lieux de travail et réaménagement des espaces de travail dans le contexte de la COVID-19;
- Plusieurs évaluations ergonomiques de postes de travail préventives et/ou correctives;
- Formation offerte en cours d'année :
  - ✓ « COVID-19 Repartir du bon pied ».

## Bilan en matière de santé et sécurité au travail - Suite



## Bilan en matière de santé et sécurité au travail - Suite



## Évolution budgétaire 2020 – Revenus

### Revenus - évolution budgétaire 2020

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
<b>Budget original 2020</b>	<b>108 783,8</b>	<b>104 757,0</b>	<b>213 540,8</b>
Subvention pour les programmes sociaux reportée de 2019 à 2020.	-	25,0	25,0
<b>Budget modifié 2020</b>	<b>108 783,8</b>	<b>104 782,0</b>	<b>213 565,8</b>
<b>Prévisions 2020</b>	<b>71 618,5</b>	<b>55 967,4</b>	<b>127 585,9</b>
<b>Surplus (déficit)</b>	<b>(37 165,3)</b>	<b>(48 814,6)</b>	<b>(85 979,9)</b>
<b>Explications des principaux écarts</b>			
<b><u>Déficit général dans les revenus des constats d'infraction émis</u></b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ expliqué par la baisse du nombre de constats d'infraction émis attribuable au confinement imposé à la population en raison de l'urgence sanitaire (Covid);</li> <li>○ et par 2 arrêtés ministériels qui, en réaction à l'urgence sanitaire (Covid), ont suspendu, durant 6 mois, les délais de prescription et de procédure de recouvrement des créances liées aux constats déjà émis;</li> <li>○ réduisant et différant ainsi les revenus respectifs y afférents : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Revenus des constats rattachés à la circulation et au stationnement : <ul style="list-style-type: none"> <li>Relevant des constats de la police</li> <li>Relevant des constats des agents de stationnement</li> </ul> </li> <li>○ Revenus rattachés aux constats de règlements municipaux (de compétence du Conseil municipal et d'agglomération), de lois provinciales et du Code criminel (de compétence d'agglomération)</li> </ul> </li> </ul>			
	(22 501,9)	(21 268,5)	(43 770,4)
	(11 748,1)	(17 525,5)	(29 273,6)
	(34 249,9)	(38 794,1)	(73 044,0)
	(2 915,4)	(6 838,2)	(9 753,6)
<b><u>Subvention</u></b>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Subvention de 3 M\$ découlant d'une nouvelle portée territoriale de l'entente actuelle de 2 M\$ avec le ministère de la Justice du Québec (MJQ) pour le traitement des dossiers de violence conjugale par la cour municipale - ne se concrétisera pas en 2020 ni en 2021 : le MJQ n'ayant pas encore rendu sa décision quant à la nouvelle portée territoriale.</li> </ul>			
		(3 182,3)	(3 182,3)
	<b>(37 165,3)</b>	<b>(48 814,6)</b>	<b>(85 979,9)</b>

## Évolution budgétaire 2020 – Dépenses

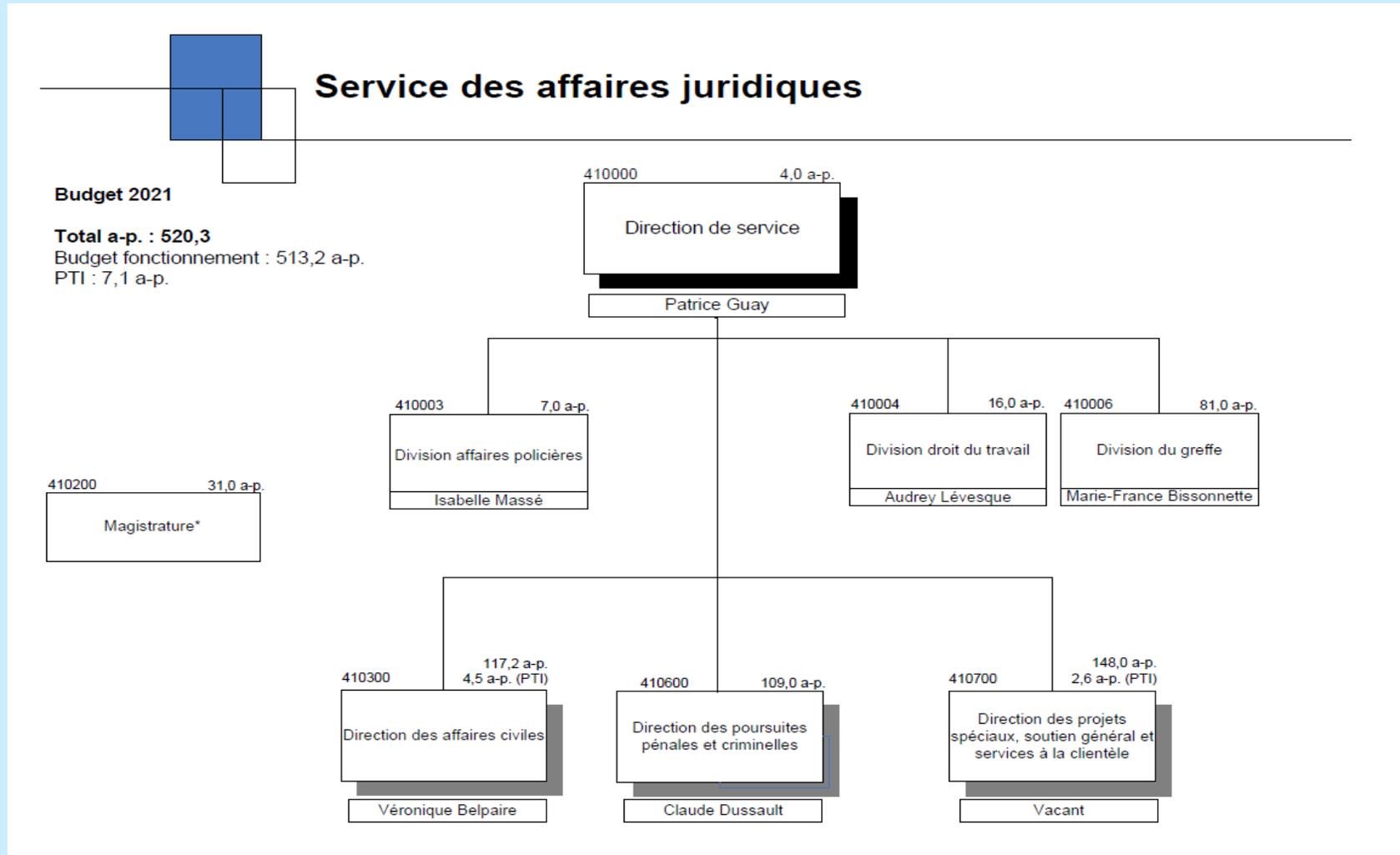
### Dépenses - évolution budgétaire 2020

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
<b>Budget original 2020</b>	16 729,6	49 918,3	66 647,9
Contribution au plan de redressement 2020 suite à la crise économique et financière provoquée par la pandémie (Covid).	(179,0)	(2 710,5)	(2 889,5)
Subvention pour les programmes sociaux reportée de 2019 à 2020.	-	25,0	25,0
<b>Budget modifié 2020</b>	16 550,6	47 232,8	63 783,4
<b>Prévisions 2020</b>	16 176,6	43 745,7	59 922,3
<b>Surplus (déficit)</b>	374,0	3 487,1	3 861,1
<b>Explications des principaux écarts</b>			
Économie de 3,7% sur la masse salariale attribuable aux économies sur postes vacants et aux écarts salariaux qui en découlent lors des comblements temporaires de ces postes.	374,0	1 628,1	2 002,1
Baisse de 15 % des dépenses de la cour municipale principalement expliquée : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ par 2 arrêtés ministériels qui, en réaction à l'urgence sanitaire (Covid), a suspendu, durant 6 mois, les délais de prescription et de procédure de recouvrement des créances liées aux constats d'infraction différant par le fait même les dépenses afférentes (poste, huissier, suspension de permis conduire, témoins, etc);</li> <li>○ par la chute du nombre de dossiers à traiter conséquente de la baisse du nombre de constats émis et du confinement imposé à la population.</li> </ul>		1 859,0	1 859,0
	374,0	3 487,1	3 861,1

# Budget de fonctionnement 2021

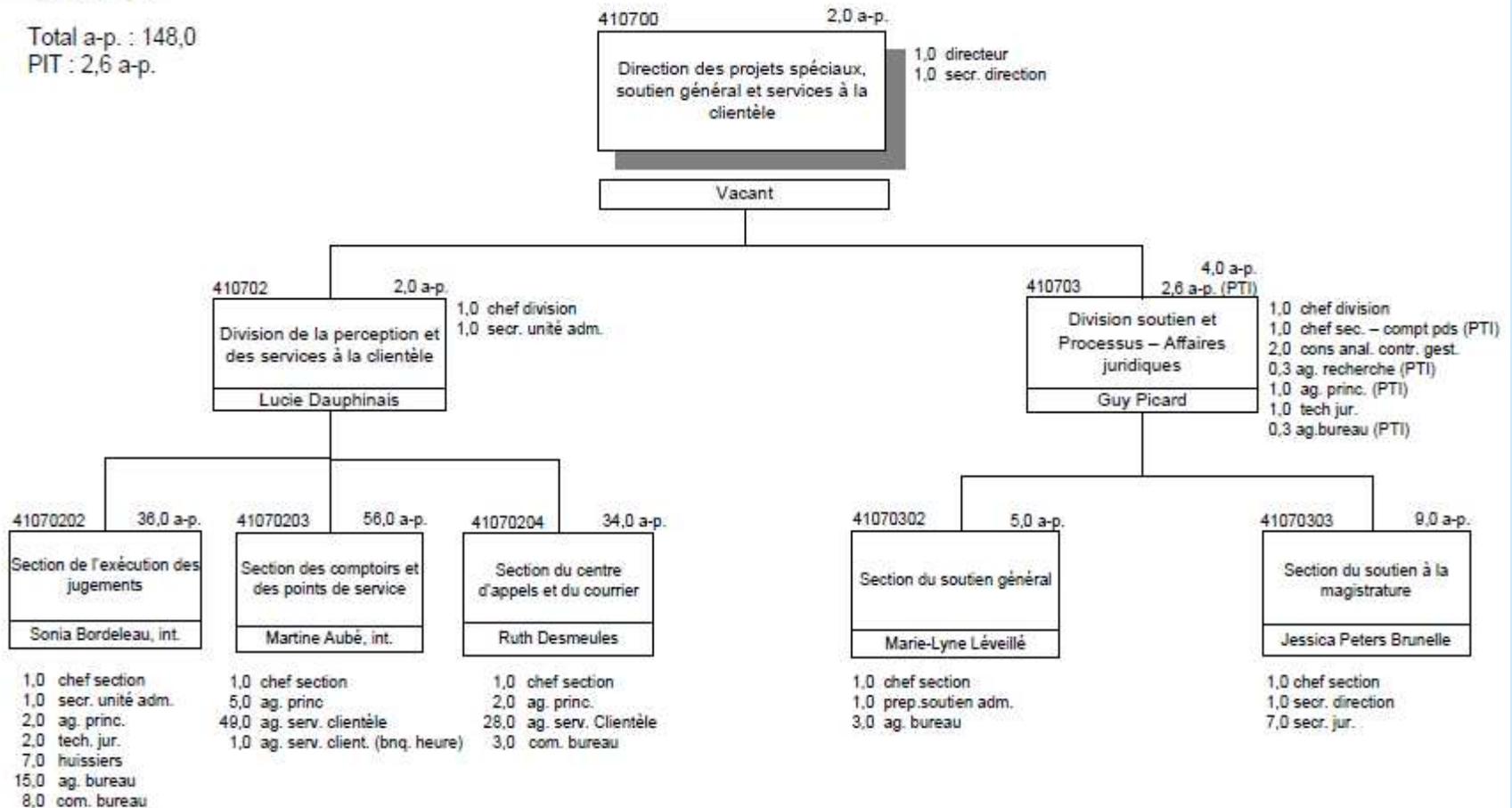
## Organigramme 2021



## Organigramme 2021 (DPS)

### Budget 2021

Total a-p. : 148,0  
PIT : 2,6 a-p.



## Objectifs 2021

- Création de la nouvelle Direction des projets spéciaux, soutien général et services à la clientèle (DPS);
- Revue des rôles et responsabilités en prévision des travaux d'implantation de la cour numérique;
- Consolidation des indicateurs de gestion;
- Modernisation et revue des activités d'accompagnement des diverses unités d'affaires en matière d'application réglementaire (droit pénal);
- Consolidation et développement des divisions spécialisées de la DAC, de la Division des affaires policières et de la Division du droit du travail.

## Principaux écarts 2021 vs 2020 – Revenus

### Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
<b>Comparatif 2020</b>	<b>108 783,8</b>	<b>104 757,0</b>	<b>213 540,8</b>
Subvention de 3 M\$ suite à une nouvelle portée territoriale de l'entente actuelle de 2 M\$ avec le ministère de la Justice du Québec pour le traitement des dossiers de violence conjugale par la Cour municipale - ne se concrétisera pas en 2021 : le MJQ n'ayant pas encore rendu sa décision quant à la nouvelle portée territoriale.		(3 000,0)	(3 000,0)
Indexation annuelle de 1,9 % des tarifs prévue au Règlement sur les frais exigibles pour la fourniture de documents pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents.		0,9	0,9
<b>Variation totale</b>	<b>-</b>	<b>(2 999,1)</b>	<b>(2 999,1)</b>
<b>Budget 2021</b>	<b>108 783,8</b>	<b>101 757,9</b>	<b>210 541,7</b>

## Principaux écarts 2021 vs 2020 – Dépenses

### Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	A-P.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
<b>Comparatif 2020</b>	<b>513,2</b>	<b>16 729,6</b>	<b>49 918,3</b>	<b>66 647,9</b>
○ Indexation statutaire de la rémunération		434,1	1 248,1	1 682,2
○ Création de 4 postes (1 directeur, 1 secrétaire de direction, 1 avocat en litige contractuel, 1 avocat à la Division des affaires policières) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• réaménagement de la structure du Service;</li> <li>• nombre de demandes pour litiges contractuels a plus que doublé et on s'attend à encore plus avec les suites de la Covid;</li> <li>• permettre de répondre adéquatement aux nombreuses demandes d'accompagnement et d'opinions juridiques.</li> </ul>	4,0	402,4	119,9	522,3
○ Participation à l'équilibre budgétaire financée par : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'économie anticipée reliée à la gestion efficiente des postes vacants</li> <li>• réaménagements de diverses dépenses de services techniques</li> </ul>		(424,5)	(201,8)	(626,3)
		-	(238,6)	(238,6)
		(424,5)	(440,4)	(864,9)
○ Divers réaménagements notamment pour financer la création de 4 postes et ajustements dont le transfert interne de A-P.	(4,0)	181,4	(465,1)	(283,7)
<b>Variation totale</b>	<b>-</b>	<b>593,4</b>	<b>462,5</b>	<b>1 055,9</b>
<b>Budget 2021</b>	<b>513,2</b>	<b>17 323,0</b>	<b>50 380,8</b>	<b>67 703,8</b>

## Budget 2021– Revenus et dépenses par objets

### Revenus par objets

(en milliers de dollars)

	Réel comparatif 2016	Réel comparatif 2017	Réel comparatif 2018	Réel comparatif 2019	Prévision comparative 2020	Budget comparatif 2020	Budget 2021
Autres services rendus	1 713,4	229,2	1 618,7	997,3	1 064,5	1 064,5	1 065,4
Autres revenus	155 330,2	163 364,5	178 199,6	166 524,1	124 572,4	207 370,0	207 370,0
Transferts (subvention gouvernementale) *	1 999,8	1 873,7	1 758,8	1 483,4	1 949,0	5 106,3	2 106,3
<b>Total</b>	<b>159 043,4</b>	<b>165 467,4</b>	<b>181 577,1</b>	<b>169 004,8</b>	<b>127 585,9</b>	<b>213 540,8</b>	<b>210 541,7</b>

### Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel comparatif 2016	Réel comparatif 2017	Réel comparatif 2018	Réel comparatif 2019	Prévision comparative 2020	Budget comparatif 2020	Budget 2021
Rémunération et cotisations de l'employeur	50 357,5	49 440,4	50 698,2	49 356,3	50 967,2	54 091,0	55 146,9
Transport et communication	1 946,3	2 508,4	2 232,6	1 995,6	1 123,1	2 582,3	2 582,3
Services professionnels	2 147,6	2 200,2	2 102,7	2 241,3	1 988,1	2 082,9	2 082,9
Services techniques et autres	5 130,5	6 425,9	6 069,0	5 899,1	5 002,3	7 075,8	7 075,8
Location, entretien et réparation	(151,6)	93,7	158,5	135,5	150,4	144,8	144,8
Biens non durables	404,4	360,7	421,2	467,7	510,0	486,0	486,0
Biens durables	298,3	243,6	218,2	190,4	171,1	185,1	185,1
Contributions à des organismes-Salon Visez droit	-	-	-	-	10,0	-	-
Autres objets	-	-	6,8	(6,3)	-	-	-
<b>Total</b>	<b>60 133,0</b>	<b>61 272,9</b>	<b>61 907,2</b>	<b>60 279,6</b>	<b>59 922,2</b>	<b>66 647,9</b>	<b>67 703,8</b>

\* Programme sur la violence conjugale

## Budget 2021 – Dépenses par catégories d'emplois

	(en milliers de dollars)					
	Budget comparatif 2016	Budget comparatif 2017	Budget comparatif 2018	Budget comparatif 2019	Budget comparatif 2020	Budget 2021
<b>Rémunération et cotisations de l'employeur</b>						
Cadres de gestion	3 962,4	4 159,5	4 266,1	4 947,2	4 680,9	4 853,8
Cadres conseil	1 883,8	1 530,3	1 581,1	1 297,4	1 445,2	1 677,1
<b>Sous-total — Cadres</b>	<b>5 846,2</b>	<b>5 689,8</b>	<b>5 847,2</b>	<b>6 244,6</b>	<b>6 126,1</b>	<b>6 530,9</b>
Contremaîtres						
Juges	9 662,9	8 545,2	8 743,8	8 824,7	9 204,1	9 117,9
Cols blancs	22 310,7	20 810,7	22 259,0	23 090,0	22 969,2	24 456,3
Professionnels	14 981,3	14 780,1	15 221,1	15 937,0	16 770,0	17 487,9
Gestion des postes vacants	-	(958,9)	(976,1)	(984,8)	(978,4)	(2 446,1)
<b>Total</b>	<b>52 801,1</b>	<b>48 866,9</b>	<b>51 095,0</b>	<b>53 111,5</b>	<b>54 091,0</b>	<b>55 146,9</b>

## Budget 2021 – Variations de l'effectif par catégories d'emplois

	Années-personnes					
	Budget comparatif 2016	Budget comparatif 2017	Budget comparatif 2018	Budget comparatif 2019	Budget comparatif 2020	Budget 2021
<b>Rémunération et cotisations de l'employeur</b>						
Cadres de gestion	23,0	25,0	25,0	28,0	27,0	27,0
Cadres conseil	12,0	12,0	12,0	9,0	11,0	12,0
<b>Sous-total — Cadres</b>	<b>35,0</b>	<b>37,0</b>	<b>37,0</b>	<b>37,0</b>	<b>38,0</b>	<b>39,0</b>
Contremaîtres				-	-	-
Juges	31,0	31,0	31,0	31,0	32,0	31,0
Cols blancs	310,6	298,9	305,4	312,2	319,2	319,2
Professionnels	113,5	117,0	121,0	120,0	124,0	124,0
Gestion des postes vacants						
<b>Total</b>	<b>490,1</b>	<b>483,9</b>	<b>494,4</b>	<b>500,2</b>	<b>513,2</b>	<b>513,2</b>

# Période de questions

## **Me Patrice F. Guay**

Directeur des Affaires juridiques et avocat en chef de la Ville

514 872-2919

775, rue Gosford, 4e étage

Montréal (Québec) H2Y 3B9